

Unité bidépartementale Eure Orne  
Cité administrative Place Bonet CS 40020  
61000 Alençon

Alençon, le 27/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TB INDUSTRIE**

ROUTE DE VIRE - BP 6  
TINCHEBRAY  
61800 Tinchebray-Bocage

Références : 61-2026-0031  
Code AIOT : 0005302394

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement TB INDUSTRIE implanté ROUTE DE VIRE - BP 6 TINCHEBRAY 61800 Tinchebray-Bocage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'entreprise Torbel, auparavant Mermier Lemarchand a engagé la fermeture de ses deux sites situés dans la commune de Tinchebray.

L'inspection a pour objectif de présenter à l'exploitant ses obligations dans le cadre d'une fermeture d'installation classée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TB INDUSTRIE

- ROUTE DE VIRE - BP 6 TINCHEBRAY 61800 Tinchebray-Bocage
- Code AIOT : 0005302394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TORBEL INDUSTRIE s'est spécialisée dans la fabrication de ferrures et d'accessoires adaptés à l'intérieur et l'extérieur de l'habitat. L'entreprise a débuté son activité par la fabrication de ferrures pour volets en bois, aluminium ou PVC, telles que des espagnolettes, pentures, des gonds ou encore des arrêts. Elle s'est ensuite développée dans la ferrure pour portails avec des pivots, des sabots, des arrêts, des crémaillères ou encore des verrous pour différents types de portails qu'ils soient coulissants ou battants ainsi que pour les portes de garages. Peu après, l'entreprise complète son offre dans la fabrication d'accessoires pour l'isolation extérieure, ainsi que des ferrures pour portes spécifiques et fenêtres telles que des paumelles, crémones, fiches à larder et béquilles ainsi qu'une gamme de visserie spécialisée et quincaillerie d'ameublement. L'entreprise gère toutes les étapes de production, de la confection à la fabrication en passant par la finition jusqu'à la logistique et le contrôle qualité. Implantée dans les anciens bâtiments de l'entreprise MERMIER LEMARCHAND, le site de TORBEL INDUSTRIE situé à Tinchebray a pour activité la fabrication de serrures et de ferrures.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a présenté à l'exploitant ses obligations en matière de protection de l'environnement dans le cadre d'une cessation d'activité et les documents qu'il doit fournir à l'administration. Par ailleurs, l'inspection des ateliers et de la station d'épuration (STEP) a permis de constater les travaux en cours ou réalisés :

- la vidange et le conditionnement des bains de traitement de surface.
- la vidange et le conditionnement des électrolytes et des poudres de peinture.
- la sécurisation des transformateurs haute tension et des ateliers.

L'exploitant est en cours de recherche de filières pour évacuer ces déchets et reste donc dans l'attente de certificats d'acceptation préalable pour que les prestataires acceptent ces déchets. Le site n'a pour l'instant pas vocation à être désaffecté car l'exploitant souhaite le revendre à un tiers ayant une autre activité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.</p> <p>II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.</p> <p>III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.</p> <p>VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2</p>

à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1.

#### **Constats :**

L'inspection a présenté à l'exploitant ses obligations en matière de protection de l'environnement dans le cadre d'une cessation d'activité.

En particulier, il doit fournir à l'administration:

- La preuve de la mise en sécurité du site : délivrance de l'ATTES SECUR citée au R512-75-1, R512-39-1, R512-46-25, R512-66-1 du code de l'environnement
- La définition des besoins de surveillance, de restriction ou de conservation de la mémoire (recherche de pollutions éventuelles) : ATTES MEMOIRE citée au R512-39-3, R512-46-27 du code de l'environnement.
- L'ajustement des besoins de surveillance, de restriction ou de conservation de la mémoire (travaux éventuels) : ATTES TRAVAUX citée au R512-39-3, R512-46-27 du code de l'environnement.

L'inspecteur a remis à l'exploitant la plaquette décrivant toute la procédure. L'exploitant a dit à l'inspection qu'il avait déjà pris connaissance de la dite plaquette et avait sollicité le bureau VERITAS pour l'accompagner dans la procédure de cessation d'activité.

#### Concernant l'atelier:

L'inspection a effectué le tour de l'usine pour contrôler la vidange des bains d'acides, de bases, d'électrolyte, du traitement de surface, de la ligne de zincage et leur stockage dans des IBC sur rétention.

L'ensemble des équipements suivants restent en place :

- cataphorèse;
- ligne de zincage;
- chaîne de poudre peinture.

Les machines outils seront réutilisées dans le groupe, revendues ou évacuées en déchet si elles sont obsolètes.

#### Concernant la chaudière:

La chaudière reste en place mais elle est mise hors tension.

Les radiateurs et le ballon d'eau sont vidangés.

#### Concernant la station d'épuration:

Les boues, la chaux, l'acide sulfurique et la soude de la STEP sont en cours de conditionnement dans des conteneurs.

L'exploitant est en cours de recherche de filières pour évacuer ces déchets, dans l'attente de

certificats d'acceptation préalable pour que les prestataires acceptent ces déchets. Le site n'a pour l'instant pas vocation à être désaffecté car l'exploitant souhaite le revendre à un tiers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre sous un délai de 6 mois au plus tard l'attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR) délivrée par un bureau d'études certifié
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois